

LOIRE ATLANTIQUE LES NOUVELLES

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - N° 160 - 29 janvier 1981 - Prix : 1 F

Journée d'action CGT

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS EN L.-A.

A l'appel de la CGT plusieurs milliers de travailleurs ont agité le 27 janvier. De nombreux arrêts de travail ont eu lieu dans la métallurgie, le bâtiment, la chimie, l'alimentation, municipaux, textile, etc.

Ils étaient plusieurs milliers de salariés à manifester à Saint-Nazaire, Nantes, la Basse-Loire. C'est ainsi qu'avec la CGT s'est exprimée la voix des travailleurs qui luttent

- pour leur emploi,
- pour les salaires,
- pour les libertés,
- contre la casse industrielle.

Au cours de cette action et dans les rassem-

blements, la CGT a dénoncé vigoureusement la politique antisociale du pouvoir et du patronat.

- agression permanente contre le pouvoir d'achat,
- organisation de la casse industrielle - fermeture d'usines jugées non rentables pour les profits patronaux,
- inflation permanente avec un taux record en 1980 15,6 % (indice CGT)
- accroissement du non-

bre de demandeurs d'emplois : 41 000 chômeurs en Loire-Atlantique, des milliers de suppressions d'emplois.

La lutte, a-t-elle réaffirmé, est le seul moyen de faire reculer le patronat, d'obtenir des succès revendicatifs comme en témoignent les exemples récents dans l'aéronautique et la navale et dans certaines entreprises.

La négociation s'impose - c'est ce que revendique la CGT.

Une nouvelle fois, la C.F.D.T. est restée sur la touche, elle a préféré la critique de l'action de la CGT, pourtant telle que l'exige la situation faite aux travailleurs.

Avec les luttes dans les entreprises : Chantelle, Guillaud, Dubignon, Alstom, etc. les perspectives d'action nationale : santé, retraites, automobilité, etc., la CGT a marqué, en ce 27 janvier qu'elle entend donner encore plus de force à la lutte.



SESSION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Quelques enseignements et réflexions

Quelles leçons tirer de cette session du Conseil Général ? La première, c'est que finalement un Conseil Général

ne tient une aussi longue session. C'est vrai que les dossiers à examiner étaient fort nombreux et que quand il s'agit de débattre d'un budget qui dépasse le milliard, il serait scandaleux que cela se passe à la sauvette.

Mais c'est moins, sans doute, le souci de la droite de discuter à fond des dossiers qui a prévalu, que la proximité d'un important scrutin électoral.

En effet, et cela se sentait bien dans les propos tenus par les soutiens de la droite, « publique » que dans les couloirs de la cour des comptes, l'importance de ce scrutin n'est pas sans répercussion sur cette assemblée départementale.

On vit ainsi la droite se lancer dans de véritables grandes manœuvres pour tenter de faire oublier le caractère désastreux pour le pays et notre département de la politique qu'elle met en œuvre. Rien de surprenant, cette politique a conduit à une situation économique des plus difficiles, au chômage (total et partiel), à de nombreuses fermetures d'entreprises. Et cette situation est en partie pire sans la lutte acharnée des travailleurs, de la CGT, du P.C.F.

Alors chacun à droite essaie de se soustraire au verdict populaire et tente de se dédouaner.

La droite tente à elle toute la couverture au grand dam du P.S. partagé entre sa volonté fondamentale de consensus et la pression populaire (ce qui explique une démarche de « danseuse »).

Si la situation n'était si dramatique, on serait tenté de sourire à les voir ainsi se disputer les mérites de la possible création de la SNECAM.

Ainsi à entendre Bernard LEGRAND, « ce serait lui ». Mais le lendemain, le Baron GUICHARD revendique la paternité et se prévaut du « lettre du délégué à l'aménagement du territoire. Le surlendemain, c'est au tour du socialiste EVIN

(qui n'y est strictement pour rien) de déclarer « c'est moi » en utilisant, faute de tribune départementale, celle du Conseil Municipal de Saint-Nazaire avec le relais complaisant d'Ouest-France.

Pour nous, communistes, c'est la lutte des travailleurs qui contraind le pouvoir à lâcher et nous nous garderons bien de réagir en supportant d'un match de ballon. Car si en effet, nous sommes satisfaits quand sur la pelouse nos joueurs l'emportent sur les verts, en matière de développement économique et de création d'emploi, aussi bien dans la Loire que dans la Loire-Atlantique des succès sont à arracher, les travailleurs en ont le plus urgent besoin.

Autre image de cette valse. Hésitation sur les problèmes économiques. On a vu le socialiste G. OUAUD intervenir pour appuyer bruyamment — hormis quelques points de détails — le rapport présenté par la majorité, rappeler la position du P.S. sur l'Encre et se féliciter de l'étude faite par le Conseil Général en matière d'énergie sur l'utilisation... des déjections d'animaux.

Au ras des pâquerettes, GOURUD en plein prolongement de la démarche qui le conduisit aux côtés de COSSE-BRISSE, a reçu l'ambassadeur de Corée du Sud (au moment même où KING DAE JUNG, le leader de l'opposition au régime fautoche et fasciste, était menacé d'être exécuté), alors que les communistes étaient eux avec les patriotes Sud-Coréens contre les hommes du pouvoir. Nous nous félicitons d'ailleurs aujourd'hui que cette lutte ait contribué à ce que KING DAE JUNG soit gracié.

De Nouvelle Illustration de double langage encore avec le débat au cours duquel nos camarades Michel MOREAU et Jean-Louis LE CORRE interviennent sur les problèmes d'industri-

suivez le special BLANC 81

RABAIS SERIEUX 10% Point vert 20% Point rouge 30%

QUALITES PRIX HONNETES
Tisserand breton
22 allée d'Orléans 44-48.42.80
(pres tour Bretagne Cours des 50 Otages)

PRESIDENT DU GROUPE COMMUNISTE A L'ASSEMBLEE, MEMBRE DU COMITE CENTRAL

Robert Ballanger est mort

La nouvelle du décès brutal de Robert Ballanger a été accueillie avec une profonde émotion dans notre département. Les camarades s'inclinent respectueusement devant la mémoire de ce dirigeant ouvrier qui a consacré sa vie au combat contre les injustices, pour la paix et l'indépendance nationale, pour le socialisme.

Originaire de Nantes, le Président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale gardait dans notre région des liens d'amitié, tissés parfois au travers d'épreuves difficiles où il assumait de grandes responsabilités.

Participant dès août 49 aux premiers groupes de résistance à Nantes, il devait rester toute sa vie le militant, le dirigeant communiste au service du peuple et de son pays.

Nombreux étaient les travailleurs de notre région à s'adresser à Robert Ballanger, convaincus de trouver en lui un défenseur vigoureux et intranquille.

La Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. s'associera à l'hommage national rendu à Robert Ballanger lors de ses obsèques auxquelles une délégation de notre département participera.



Message de G. MARCHAIS

J'apprends la disparition brutale de Robert Ballanger. J'en suis profondément affligé.

Avec Robert Ballanger, c'est un dirigeant de notre parti, membre de son Comité central depuis trente-six ans, qui vient de nous quitter. Il était de ces militants qui ont été témoins et acteurs des grandes dates de notre histoire, notamment de la résistance à l'occupant nazi, période durant laquelle il assumait de lourdes et courageuses responsabilités nationales au Parti communiste clandestin et aux F.I.P.

Robert Ballanger, qui fut aussi maire de la grande cité ouvrière d'Aulnay, était une grande figure parlementaire. Député depuis trente-cinq ans, il présidait le groupe communiste à l'Assemblée nationale depuis dix-huit années. A ce titre, il était devenu une personnalité nationale respectée, un orateur écouté de l'Assemblée. Ses camarades se souviendront de son goût du débat, de sa sensibilité à la vie populaire, de sa démarche souriante.

A sa famille si éprouvée, à ses proches, j'adresse en mon nom personnel et au nom de tous les communistes, mes très vives condoléances.

Georges MARCHAIS

IL Y A 40 ANS...

Le décès de R. Ballanger a soulevé une grande émotion parmi les travailleurs. De très nombreux messages ont rendu hommage à l'homme au dirigeant communiste, à l'élu irremplaçable. Une fois n'est pas coutume, la presse s'est dans l'ensemble attachée à relater ces sentiments.

• Ouest-France • pourtant a cru bon de se livrer à une calomnie anti-communiste. Sous la plume de P. Le Marc et dans un autre article du 27 janvier, ce journal tente d'accréditer l'idée que l'action développée par notre camarade en 1940 le fut en opposition avec la direction du P.C.F. Dans sa volonté de salir, • Ouest-France • va

Pourquoi, face au comportement d'E. Maire, s'adresser particulièrement aux travailleurs C.F.D.T. ?

par Claude POPEREN, Membre du Bureau Politique du PCF

Dans la grande bataille engagée pour sortir le pays de la crise et aller au changement il est de la responsabilité des Communistes de rassembler le 26 avril sur le nom de Georges Marchais, le candidat anti-Giscard, des millions de suffrages de travailleurs dont Georges Marchais est le seul candidat possible.

« Nous sommes 700 000 candidats », nous avons un seul adversaire : Valéry Giscard d'Estaing.

Cela souligne la priorité des efforts pour toutes les organisations du Parti, sections et cellules quel que soit le champ de leur activité, vers les entreprises ; celles où le Parti est organisé, celles où nos militants ont l'habitude de distribuer régulièrement tracts et journaux, celles aussi où nous n'allons que rarement, voire jamais, en particulier des P.M.E. Les travailleurs y sont bien souvent les plus exploités, subissant brimades et sanctions, conditions de travail qui relèvent parfois presque du Moyen-Age. Les patrons qui vivent bien, eux, font appel au blocage des salaires, à la remise en cause de maigres avantages sous le prétexte que « la crise est là », « qu'ils ont des difficultés », et que « tout le monde (travailleurs et patron) est sur le même bateau ».

Les 131 propositions contenues dans le plan de lutte du candidat et du Parti, marquées de l'empreinte de positions conformes à l'intérêt des travailleurs et à l'intérêt national correspondent à cette démarche prioritaire vers la classe ouvrière, vers les travailleurs, vers tous ceux qui, créateurs d'immenses richesses, connaissent pourtant une vie particulièrement dure.

C'est parce que notre démarche est tournée d'abord vers la classe ouvrière et qu'elle repose sur des posi-

tions de classe, qu'il nous semble nécessaire de bien faire connaître notre position sur le comportement actuel de la direction confédérale C.F.D.T., sur ses orientations.

Nous n'avons pas le droit de laisser dans notre département, dans l'Ouest en général, des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses s'interroger sur le comportement de la C.F.D.T. sans donner notre avis. Celle-ci, qui ne se gêne pas pour distribuer conseils, satisfecits ou critiques à tout le monde, le comprendra fort bien. Nous aiderons ainsi des travailleurs C.F.D.T. à y voir clair quand leur organisation tente de rouler pour le P.S., qu'elle pratique le recadrage et l'anticommunisme.

C'est le seul objectif de cette série d'articles dans « Les Nouvelles de Loire-Atlantique ».

Son attitude en Loire-Atlantique et Pays de Loire, comme partout, est en effet préoccupante.

Le recadrage qu'elle pratique n'est pas sans poser des questions, à un point tel que E. Maire voudrait bien faire disparaître le terme, pour lui substituer celui de « resyndicalisation ».

Le recadrage signifie en effet se « remettre au centre », et cela alors que la prétention de V.G.E. est de « gouverner au centre ».

Quelle que soit l'étiquette utilisée par la C.F.D.T. l'objectif est clair : partir de l'existence de la crise (dont les Communistes ont été les seuls à mettre à nu

Chaque jour compte, l'élection présidentielle est là. Engager le débat sur l'enjeu de celle-ci ne peut attendre, des milliers de travailleurs ont besoin de connaître les explications, les positions et propositions des communistes et de leur candidat.

Engager une grande campagne de masse, organiser l'action en se saisissant des propositions du plan de lutte du candidat communiste, implique de discuter de son engagement personnel avec chaque communiste.

Pour qu'il devienne lui-même un candidat anti-Giscard, un candidat

REMISE DES CARTES : CHAQUE JOUR COMPTE

du changement, la première des conditions, celle qui détermine tout le reste, c'est donc de lui remettre très vite sa carte 81.

Des résultats encourageants montrent nos possibilités. Des cellules dépassent leurs effectifs

de fin 80, ainsi celles de la Halvêque à Nantes-Est, des Tabacs à Carquefou, la Fraix à Rezé, du Cellier... celles de Dubignon les approchent de près. Ou encore des sections prennent un bon rythme, Saint-Nazaire, Rezé, la S.N.I.A.

St-Nazaire atteignent au dépassant 65 %, l'Alsthom, Saint-Sébastien, la Basse-Loire 50 %...

Mais la bataille que nous engageons, nous fait obligation d'accroître la cadence et partout, de multiplier les initiatives de place-

ment de la carte et de renforcement, sans attendre l'assemblée populaire.

D'ailleurs sans ces initiatives la préparant, celle-ci ne pourrait pas prendre sa dimension de rassemblement à l'usine ou dans la cité, de tous les travailleurs et des familles populaires qui, avec les communistes, veulent tout faire pour le succès du changement avec G. Marchais.

Joël BUSSON, Secrétaire fédéral à l'Organisation.

à NANTES à SAINT-NAZAIRE

GAUMONT Les KORRIGANS

COLISEE

FLASH GORDON

5. AVENUE DE LA REPUBLIQUE SAINT-NAZAIRE Tel 22.53.41

salvée et s'écroule pour tous les spectateurs les jeudi et vendredi Fête

à NANTES à SAINT-NAZAIRE

APOLLO Les CLUB

COCCINELLE

Le nouveau Film de Walt Disney

Un nouveau Film de Walt Disney

APOLLO 5 SALLES, 5 FILMS

BRUBAKER (Interdit aux moins de 13 ans)

LA COCCINELLE A MEXICO

Les 101 dalmatiens aux folles II (Interdit 13 ans)

UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR

ARIEL 2 SALLES

La chevauchée des morts-vivants (Interdit aux moins de 13 ans)

2 films « HARD » au même programme (Interdit aux moins de 18 ans)

FILLES DESAEXES
A QUI REVE LES JEUNES FILLES

Gaumont

MICHEL BILAC BERNARD GIRAUDEAU THERESE LIOTARD

VIENS CHEZ MOI J'HABITE CHEZ

LA BOUM

CLARA ET LES CHICS TYPES

INSPECTEUR LA BAVURE

LE CHASSEUR

Cinéma "Les Club" cinéma

LES NOUVEAUTES DE LA SEMAINE...

FLASH GORDON... LA COCCINELLE A MEXICO... HISTOIRE D'ADRIEN... TRÈS INSUFFISANT... LA CHEVAUCHÉE DES MORTS-VIVANTS... LA COCCINELLE A MEXICO... HISTOIRE D'ADRIEN... TRÈS INSUFFISANT... LA CHEVAUCHÉE DES MORTS-VIVANTS... LA COCCINELLE A MEXICO... HISTOIRE D'ADRIEN... TRÈS INSUFFISANT... LA CHEVAUCHÉE DES MORTS-VIVANTS...

Les KORRIGANS

3 avenue de la République SAINT-NAZAIRE Tel 22.44.77

FLASH GORDON

JE VOUS AIME

LA BOUM

ACDC LET THERE BE ROCK

CLARA ET LES CHICS TYPES

OUBLIER VENISE

A L'AFFICHE A NANTES

PERSONNES AGÉES : Jean-Louis LE CORRE s'adresse au Premier ministre et demande une aide exceptionnelle

UN DÉCRET... CONFIDENTIEL

HORAIRES "LES KORRIGANS"

SESSION DU CONSEIL GÉNÉRAL (SUITE)

...sation pour dénoncer la politique développée par le Conseil Général, pour rappeler que les récents succès, ce sont les travailleurs qui les ont arrachés, pour s'élever en voyant la Loire-Atlantique livrée (et à quelles conditions !) aux investissements...
On assista alors à une belle agitation au sein du groupe socialiste. Pris entre sa volonté de consensus clamée par GOURAUD, pour former prise de position des élus communistes, le PS prit le soin de mettre ses votes dans les deux paniers (l'un pour et l'autre contre).
On entendit aussi le socialiste AYRAULT à l'égard des propositions de « partage à l'emploi d'EDF ». Communiste si l'énergie n'était pas une nécessité pour le développement industriel de la Basse-Loire.
Certes, ce n'est pas nous qui dirons que la construction d'une centrale règle tous les problèmes, mais dans l'énergie, il n'y a pas de développement possible.
Sans doute AYRAULT feint-il de ne pas connaître la position qu'adoptent les élus socialistes sur le SDAM, comme il feint d'ignorer les discussions de ses députés de Loire-Atlantique avec EDF. Toujours le même double langage !
En conclusion
La première, c'est que la

Imprimerie Moderne

Déclaration des élus communistes de Couëron

A ce jour, le Groupe des Elus Communistes n'a aucune information nouvelle de nature à penser que l'imprimerie Moderne reprendra son activité.
La responsabilité du pouvoir, au travers de ses instances préfectorales est entière.
Le silence total de sa part vis-à-vis des solutions proposées, prouve sa volonté d'en terminer avec cette unité de la bour à Couëron.
Le Groupe des Elus Communistes a refusé de suivre les Elus socialistes qui déclinent d'utiliser les derniers publics pour permettre le transfert de la Moderne de Nantes à Couëron.
Tandis que l'ancien propriétaire visitait la fructueuse opération spéculative, Quai de Versailles, les nouveaux patrons, avec la complicité des Elus du PS, réussissaient l'incroyable tour de force d'implanter cette entreprise sur terrain sans débours, le moindre centime.
Une belle déclaration de culpabilité et de créations d'emplois, reprise en cœur par le Maire et les Elus PS ne pouvait abuser les Elus communistes même lorsqu'ils étaient accusés de vouloir sacrifier 89 emplois.
L'imprimerie est maintenant fermée. Qui se bat actuellement pour défendre les 67 emplois supprimés ?
Ce sont le Parti Communiste et ses Elus qui proposent la signature à la population de corollaire qui reçoit le meilleur accueil. Ils continuent de lutter pour défendre inconditionnellement l'emploi et faire respecter les engagements financiers des patrons envers la communauté.
Défate brutale. Des millions de Français et de Françaises, civils et militaires sont sur les routes d'un gigantesque exode, celui de la cohue immense des réfugiés qui fuient, sans même savoir où, vers la France toute entière et « choquée » par cette défile inattendue, survient en quelques jours. Un des plus grandes nations du Monde, fière de sa force, indépendante, avait été vaincue, n'y avait pratiquement plus d'Etat, l'administration était disloquée, dispersée, les communications, officielles ou non, très difficiles et souvent inexistantes. Eh bien, malgré cela, le P.C.F. vivait, avait son organisation, ses liaisons, son matériel, tout cela dans des conditions très difficiles.
BRETAGNE-NOUVELLE : Le Parti l'avait donc chargé de mener à Breizh pour y organiser la Résistance ?
Robert BALLANGER : Oui, à cette époque, revenant de Dunkerque en passant par l'Angleterre, le gagna Nantes, ma ville natale. Le Parti m'avait donné la mission de réorganiser le P.C. d'abord en Loire-Atlantique, mon département de résidence, et puis en suite et jusqu'en mai 1942, dans tout l'ensemble de la Bretagne, dans les conditions nouvelles d'un pays occupé par une armée étrangère fasciste dont les baïonnettes appuyèrent un gouvernement fasciste lui aussi naturellement, celui du maréchal Pétain.
En fin juin et début juillet 1940, en compagnie de Marcel Paul et de quelques dizaines de camarades comme Goulou, Le Pail, Gomichon, etc., nous avons commencé à ramasser et entreposer des armes abandonnées par les troupes fran-

Robert BALLANGER (SUITE)

même jusqu'à affirmer que le membre du Comité central, le président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale était en désaccord avec la politique de son parti. Affirmation qui continue à l'inflammer.
Concernant l'année 1940, qui mieux que notre camarade peut rétablir la vérité.
Dans une interview accordée en juillet 1980 à « Bretagne Nouvelle », revue mensuelle du P.C.F., Ballanger parlait des débuts de la résistance en Bretagne.
Nous publions ci-dessous un extrait de cette interview :
« Nous publions ci-dessous un extrait de cette interview du député de la Seine-Saint-Denis, président du groupe parlementaire communiste, qui fut, entre les pseudonymes de Charles, Julien, François, le responsable du Parti communiste et des FTP en Bretagne, d'octobre 1940 à mai 1942.
BRETAGNE-NOUVELLE : Il y avait maintenant quarante ans, «rme hétérogène envahissante, dans des conditions extrêmement difficiles et dangereuses, les communistes ont commencé à organiser la Résistance. Tu fus l'un des tout premiers responsables de cette Résistance en Bretagne. Pour tu faisais part à tes lecteurs de « Bretagne Nouvelle » de quelques-uns de tes souvenirs sur cette époque.
reliement plus substantiel du plafond de ressources mais également une aide financière exceptionnelle permettant de couvrir une part importante des dépenses de chauffage dont elles ont, plus que d'autres, souffert, le plus grand besoin ».
En vérité, la hausse du fuel atteignant 48 % au début du 1^{er} janvier 1980, annulant et même amputant sérieusement le pouvoir d'achat des personnes âgées et des handicapés.
C'est ce qui vient de motiver l'intervention de notre camarade Jean-Louis Le Corre, conseiller général, maire de Trignac, auprès du Premier ministre. L'élu communiste, après avoir rappelé la situation difficile et parfois dramatique de ces personnes, demande qu'il leur soit accordé « non seulement un

présence d'élus communistes dans une autre (tenu au débat. Le Conseil Général n'est plus seulement une chambre d'encre. Quant à la presse d'HERSANT sachant à quel point les communistes ont été victimes de la position des 8 Milliards non consommés en 1980 et de l'absence de chômeurs et de faibles salaires (des déshérités), le fait est là !
Et Ton a bien vu, par exemple comment le tract diffusé par la Fédération du PCF à propos justement de l'action et des propositions, a fait « TILT » et s'est bien vite répandu dans l'ensemble du Conseil Général. Ces messages ont été réalisés des photocopies du tract du PCF pour ce texte soit moins voyant.
Deuxième enseignement que l'on doit tirer : les travailleurs ne doivent pas se laisser frustrer des droits mais travailler, décider au pays ; pour produire Français.
Il n'y a rien à attendre non plus d'élus socialistes prompts à utiliser leurs luttes, à se revendiquer de la gauche pour mieux se retrouver dans l'orchestre de la droite à jouer la même partition avec des instruments différents.

causes à l'issue de combats contre eux par nous quelques mois plus tard. Nous éditeurs de cette époque des journaux, des affichettes contre l'occupant et les traitres de Vichy (le groupe de Pétain s'étant installé dans cette ville). J'institute ici pour démentir une fausse monnaie mais souvent reprise, hélas, ce n'était pas la Initiative de quelques militants isolés, mais l'organisation de la Résistance.
Il faut dire que dans ces circonstances, face à une Allemagne victorieuse, l'impitoyable de l'Europe occidentale et menaçant l'Angleterre en dépit de son insularité, une Allemagne dominée par l'idéologie nazie et dont la sauvagerie n'était pas encore évidente aux yeux de millions de Français, alors que la plus grande confusion était entretenue par la presse et les radios aux mains des hitlériens et des vichystes, il fallait avoir un très grand optimisme et une volonté exceptionnelle de se battre pour se lancer dans une résistance et l'organiser.
Je ne tardais pas à être nommé secrétaire de la cellule française et allemande qui tentèrent de m'arrêter. Je plongerais dans la clandestinité, je n'en sortirai qu'en 1944.
NECROLOGIE
Nous avons appris le décès du père de nos camarades Jean-Claude BARON et Annie VIDAL.
En ces douloureuses circonstances, nous assurons nos camarades de toute notre sympathie et présentons à toute la famille nos condoléances attristées.

PINDER LA TRADITION DU VRAI CIRQUE...

Avec son tout nouveau spectacle 81

POUR 11 JOURS SEULEMENT EN LOIRE-ATLANTIQUE

A NANTES TERRE-PLEIN ILE-GLORIEUSE du Jeudi 5 février au dimanche 15 février

Tous les jours, soiree à 20 h 45
Mercredi et samedi, 15 heures et 20 h 45
Dimanche, 14 h 30 et 17 h 30 (pas de soiree)

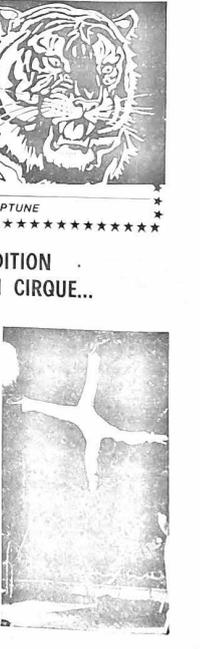
LOUEZ : COMITE DES FETES CENTRE NEPTUNE

Parmi les authentiques grands cirques qui subsistent en France, un grand nom, une tradition, PINDER, à éblouir nos grands-parents et nos parents, il continue, en 1981, à nous émerveiller, quel que soit l'âge. Car rien ne remplace le vrai cirque, et Pinder, se modernisant, va garder l'émotion et enrichir sa panoplie en tous domaines : les animaux, les acrobates, les clowns, des numéros toujours nouveaux et toujours plus audacieux...

Le cirque Pinder allie la renommée et prestigieuse d'un des plus anciens établissements de France à l'effort de création moderne entreprise par Jean Richard pour parvenir à la renaissance du cirque.

Il sera à Nantes du jeudi 5 au dimanche 15 février, puis à représentations d'un spectacle local, époustouflant d'audace ! (Location au Comité des Fêtes, Centre Neptune à Nantes - Tel. 47-11-24)

Tels les Buonakorsu, un fabuleux numéro d'équilibristes sur un fil, et sur un doigt ! Du « jamais vu » au cirque et à Nantes, avec tout un spectacle renouvelé dont nous vous parlerons la semaine prochaine.



Les élus communistes et le plan d'action foncière de l'agglomération nantaise

Le 8 janvier dernier, se tenait à l'AURAN une réunion des élus de l'agglomération sur l'opportunité de mettre en place un Plan d'Action Foncière (P.A.F.) sur l'agglomération nantaise.

La conférence de presse et le comité rendu de la réunion, rédigés par les responsables PS de l'Agence, ont obligé à faire une mise au point publique. Ils présentent en effet l'affaire comme ayant suscité aucune question de la part des élus. Le compte rendu signale que « après un large débat... (sic) les participants sont en majorité favorables... ».

Les élus communistes sont pourtant intervenus dans ce débat et P. Brémont, adjoint à l'urbanisme à Saint-Herblain a été obligé de mettre au point un certain nombre de réserves sur le P.A.F. en ce qui concerne le rattachement de la commune de Saint-Herblain à l'AURAN.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Les P.A.F. constituent des contrats signés entre les collectivités locales et l'Etat, ce dernier s'engageant à verser annuellement partiellement les acquisitions foncières des communes à certaines conditions.

Ces contrats établis pour une durée de trois, quatre, cinq ans maximum, existent depuis la mise en place des

SDAU et des POS. Une démarche avait été faite en 75-76 auprès du Ministre de l'Environnement qui, à l'époque, refusait d'envisager un tel contrat sur Nantes tant que l'agglomération ne se serait pas donnée une structure.

Une deuxième tentative fut faite par Poujolet président de l'Agence et d'Ornano répondant le 24 juin dernier en disant que pour faire un tel contrat sans condition cette fois, mais uniquement pour des acquisitions de terrains constructibles à court terme (trois ans).

Fait cette fois des courtes lyriques sur les couleurs vertes d'agglomération, la politique d'investissement sur l'agglomération se réduisant comme une peau de chagrin et pourtant on voyait Bonnelle ce jour-là s'exhaler sur « le revirement du ministre ».

L'examen de quelques cas démontre pourtant que hormis Brest où le PAF signé en 1976 s'accompagnait d'un « plan vert » et où la subvention d'Etat servait aussi à financer des réserves naturelles, les collectivités ne recueillent de subvention que pour des terrains non bâtis sur le marché immobilier.

Le pouvoir, pour le prix d'une masse de subventions modiques, entend ainsi faire jouer aux communes le rôle de protecteurs des prix fonciers.

dupes. Le processus, expliqué par le directeur de l'Agence lui-même, ne laisse d'ailleurs aucun doute. Imposons qu'un futur SIVOM (puisque on parle d'agglomération) achète à l'Etat un terrain à 100 F le m². L'Etat versait 30 F de subvention, il devra emprunter 70 F. Au bout de trois ans, la ville souhaite le racheter pour y faire un ZAC ou un lotissement. Le palanquin du SIVOM étant alimenté par les cotisations des communes adhérentes) aura pu racheter un terrain dont le prix aura été de 100 F pendant trois, quatre ans. Ce qui n'est pas rien en période de spéculation foncière comme celle que nous connaissons !

UN MARCHÉ DE DUPES...

Qui a gagné dans l'affaire ? En fait, le futur promoteur qui, par la grâce des budgets communaux (le budget communal du SIVOM étant alimenté par les cotisations des communes adhérentes) aura pu racheter un terrain dont le prix aura été de 100 F pendant trois, quatre ans. Ce qui n'est pas rien en période de spéculation foncière comme celle que nous connaissons !

Le pouvoir, pour le prix d'une masse de subventions modiques, entend ainsi faire jouer aux communes le rôle de protecteurs des prix fonciers.

P. Brémont, dans son intervention, a mis en évidence cette vision réductrice et mutilante de l'Action Foncière.

Devant la crise urbaine qu'il a lui-même provoquée, le pouvoir pour « décoller » devant d'appliquer les dires locaux et pour un engagement financier qui permettrait aux promoteurs de faire plus de profit en gelant la rente foncière, l'élu communiste a rappelé par ailleurs que le budget 1981 de l'urbanisme, présenté par d'Ornano, et singulièrement les crédits d'investissement sont en diminution de moitié par rapport à ceux de 1980. C'est dire si le pouvoir a l'intention de jouer le jeu...

OU L'ON NAGE EN PLEIN CONSENSUS

La gêne des élus de droite — dont l'un d'entre eux s'est déclaré profondément « déçu » (sic) par l'intervention de l'élu communiste — n'est guère étonnante. Celle des

élus socialistes et M.R.G. qui ne veulent voir dans la lettre du ministre que « avancée intéressante » est pour le moins inquiétante de l'avance du consensus dans la politique locale et le rôle que joue l'AURAN — et cela à la fois du pouvoir (par la participation du Conseil général de droite et de la D.D.E.) et du P.S. qui en déstabilise les rouages.

Se confirme ainsi la justesse de l'analyse des communistes et de leur opposition à la mise en place de cet organe qui, « trasant » les informations, cherche à imposer aux élus une politique qui fait de plus en plus le bonheur du préfet de région (2).

(1) A Rennes par exemple, un premier « lion du P.A.F. » fait apparaître que si la collectivité a respecté ses engagements, l'Etat, lui, n'a fait qu'à moitié ses devoirs.

(2) Il y aurait aussi beaucoup à dire sur le rôle réel de l'observatoire du logement (ANOH) mis en place avec la copure active de Bonduelle et Chenu, sur la hausse du directeur de la construction Mercadot et qui sont essentiellement aux promoteurs immobiliers comme une « boîte à outils » d'informations précieuses qui sont cotées sur l'Agence et payées par les contribuables (10 % du budget de l'AURAN).

Conflit à l'INSEE

Déclaration de la section Nantes-sud du PCF

en grève leur action, la satisfaction d'une juste revendication.

La revendication d'une pause de 10 minutes par heure de travail sur écran est pleinement justifiée. La pénibilité de ce travail est de notoriété publique.

Les communistes et leur candidat G. Marchais prennent en compte dans leur plan de lutte et ses 131 propositions cette question, ils en ont fait un de leurs objectifs de lutte pour un travail humain avec notamment comme revendications :

- 35 heures de travail par semaine sans diminution de salaire.
- Pour la mère travaillant qui élève un enfant âgé de moins de 2 ans (ou pour l'un des parents quand les deux ont un emploi) : 30 heures payées plein salaire.
- La 5^e semaine de congés.
- Protéger la santé et la sécurité des travailleurs.
- Permettre aux travailleurs de décider collectivement des conditions et de l'organisation du travail.

Nantes, le 22-1-81.

Soutien des élus communistes

Le groupe des élus communistes de Nantes apporte son soutien aux employés de l'INSEE en grève totale depuis le 7 janvier.

La modernisation de l'outil de travail ne doit en aucun cas s'accompagner d'un accroissement de fatigue néfaste pour la santé sans compensation.

Les élus demandent à la direction de l'INSEE que les revendications des salariés soient satisfaites rapidement.

SNECMA A SAINT-NAZAIRE

Déclaration de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

L'implantation à St-Nazaire d'une usine de production des moteurs SNECMA vient d'être annoncée par la DATAR de la région Pays de Loire.

La F.T.M.-C.G.T. prend en compte ce choix comme le résultat de son action dans l'industrie de l'aéronautique, de la participation de leurs élus aux luttes et du soutien de l'opinion publique pour contraindre le pouvoir et le patronat à réaliser des investissements industriels en France qui doivent permettre de créer des emplois nouveaux.

Cette nouvelle implantation à St-Nazaire qui n'a pas encore été annoncée officiellement par la Direction de l'Agence SNECMA vient s'ajouter aux succès enregistrés avec l'agrandissement de l'usine de Vireocha et la modernisation de l'usine de Gennevilliers.

La F.T.M.-C.G.T. appelle les syndicats à prendre des initiatives avec les travailleurs et la population concernée que les décisions annoncées et les choix deviennent réalistes, et à dénoncer toute opération politique mettant en cause l'intérêt des salariés de la Société nationale.

La SNECMA vient d'annoncer, le vendredi 23 janvier, qu'elle entendait limiter les emplois dans les usines de la région parisienne.

La F.T.M.-C.G.T. condamne cette décision et appelle tous les travailleurs de la SNECMA à agir dès maintenant pour la satisfaction des revendications en empêchant toute réduction des effectifs telle que l'embauche de tous les travailleurs sous contrat précaire, l'avancement de l'âge de la retraite, le remplacement par les

jeunes de tous les départements, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, et permettant le développement de la Société nationale, avec le lancement du nouvel avion l'A 200 construit par la SNIAS, et équipé de moteur SNECMA.

La F.T.M.-C.G.T. exige également que les acquis sociaux obtenus par les salariés de la SNECMA soient intégralement appliqués pour l'ensemble des travailleurs qui seront embauchés à Saint-Nazaire.



Le 27 janvier, les « SNIAS » ont manifesté en grand nombre leur volonté de voir satisfaites leurs revendications, de défendre leurs libertés et d'imposer l'embauche nécessaire.

L'INQUISITION DANS LES USINES DE L'AÉROSPATIALE

Dans une lettre ouverte au personnel de la SNIAS Toulouse, un jeune gardien de nuit, le travailleur qui s'est vu obligé de faire.

Embauché à son retour du service militaire, il y a trois ans par cette entreprise nationalisée, écourté il a pris son compte.

« Depuis pas mal de temps nous sommes obligés d'effectuer un travail répugnant envers les compagnons, les employés et même les cadres. Travail digne des plus basses méthodes employées jusque par la gestapo : mouchardages, touilles etc. »

Employé à Blagnac (une des trois usines de la SNIAS Toulouse) je tiens à signaler les agissements du chef de secteur qui nous oblige à travailler systématiquement les nuits, 3 dimanches et les jours de fêtes, dans les bureaux, les toilettes, les placards, et principalement les vestiaires à la recherche d'un indice démontrant que, tel ou tel individu, appartient à tel ou tel parti politique ou syndical.

Il dénonce également comment pour avoir de l'augmentation, il faut faire un exploit, même le provoquer, etc.

EN LOIRE-ATLANTIQUE COMME A TOULOUSE :

Les directions de la SNIAS emploient les mêmes méthodes.

« A Saint-Nazaire, Renon s'est fait un bien triste réputation en lançant le conflit de travailleurs pendant le conflit de 1979. Licenciements accompagnés de nombreuses poursuites judiciaires.

« Mettre un nom aux voitures qui stationnent aux alentours de l'usine », avec l'aide des renseignements généraux et des services de la préfecture, sans doute !

Décidément, la SNIAS, usine nationalisée n'a pas attendu la loi « sécurité et liberté » de Peyrefitte pour faire ses mauvais coups.

Mais heureusement que les communistes sont là et bien décidés à défendre les libertés piétinées.

« Mettre un nom aux voitures qui stationnent aux alentours de l'usine », avec l'aide des renseignements généraux et des services de la préfecture, sans doute !

Décidément, la SNIAS, usine nationalisée n'a pas attendu la loi « sécurité et liberté » de Peyrefitte pour faire ses mauvais coups.

« Mettre un nom aux voitures qui stationnent aux alentours de l'usine », avec l'aide des renseignements généraux et des services de la préfecture, sans doute !

Décidément, la SNIAS, usine nationalisée n'a pas attendu la loi « sécurité et liberté » de Peyrefitte pour faire ses mauvais coups.

« Mettre un nom aux voitures qui stationnent aux alentours de l'usine », avec l'aide des renseignements généraux et des services de la préfecture, sans doute !



DANS LES 13 E. LECLERC DE LOIRE-ATLANTIQUE DES PRIX... DES PRIX... DES PRIX

EPICERIE		CREMERIE - FROMAGE		BATTERIES DRIVERS	
Petits pots très fins NICOLAS, la boîte 4/4	3,20	Lait UHT 1/2 écrémé, le pack de 6 litres	11,45	Batterie K, chargée sèche 32 A, pour 104 - R4 1957/74, R5 L et TL, R6 L et TL	146,50
Haricots verts très fins D'AUCY, la boîte 4/4	4,30	Beurre laitier 1/2 sel, la plaque 500 g	9,30	Batterie E, chargée sèche 35 A, pour 2 CV 4, A.M.8, DYANE 4 et 6 (74), GS, VISA, 2 et 4	155,00
Macédoine de légumes NICOLAS la boîte 4/4	2,95	Yaourts nature ROCHE AUX FEES, par 16	9,95	Huile moteur LUB 20/50, le bidon de 2 litres	11,20
Cassoulet D'AUCY, la boîte 4/4	5,05	Yaourts aromatisés YOPLAIT, par 12	9,50	Casier à bouteilles, 100 places	51,10
Langue de bœuf sauce Madère STEPHAN, la boîte 1/2	10,60	Camembert normand 45 % RILLAN VALLON, la pièce	3,35	Armoire de toilette Etoile ROS-SIGNOL	116,10
Thon au naturel ALBACOIRE la boîte 1/4	4,70	Camembert 45 % ELLE ET VIRE, la pièce	4,40	Série de 5 casseroles JAPY DECOR SEYCHELLES	117,60
Confiture de fraises VALADE, le bocal 1 kg	6,25	CAPRICIE DES DIEUX vert, la pièce	5,25	Friteuse DECOR GRES, diamètre 26 cm, poignées bakélite, couvercle pyrex	39,95
Café en grain TRADITION IDEAL LEOPARD, le paquet 500 g	9,20	Emmental EST CENTRAL	17,45	Sac de sport nylon avec poche chaussure	29,40
Galé moulu AROMEX, le paquet 250 g	4,10	SAINT-ALBRAY, le kg	26,20	Valise souple 65 cm vinyl expansé	48,25
Chocolat ménage lait blanc no NOLLIA, le lot de 5 100 g	7,30	SAINT-PAULIN, le kg	12,65	Calculatrice TEXAS INSTRUMENT, TI 1035, 4 opérations + mémoire	47,05
BENCO, le pot 800 g	10,50			Transistor PHILIPS AL 300, GO-PO-FM, tonalité deux positions, dragonne de transport	178,60
Assortiment de biscuits BOGAGE LA NORMANDE, la boîte	10,30			Collection « J'AI LU », le volume	6,60
Biscottes normales AUGA, le paquet de 72 tranches	4,25				
Pâtes RIVOCCA, le paquet 1 kg	4,45				
PRODUITS ANIMAUX		CHARCUTERIE - TRAITEUR		PETIT ELECTRO-MENAGER	
RONRON CROQUE POULET, l'étui 1 kg 500	8,55	Jambon supérieur découenné, dégraissé, le kg	29,80	Fer à vapeur CALOR, réf. 1535, niveau d'eau, 1 200 W, semelle 36 trous	136,70
LIQUIDES		Mousse de foie demi-lune, le kg	9,80	Cafetière MOULINEX 4009, 9 tasses	103,90
Eau de source KATELL ROC, le lot de 6 magnum 1,5 litre	5,30	Sauccisson all pur porc, le kg	10,80	Robot Major MOULINEX, réf. 614	264,80
FISCHER, le pack de 12 x 25 cl	11,30	Rillettes de Mans BORDEAU CHESNEL, le pot de 400 g	8,90	Croque gaufre TEFAL	169,60
VIN ROUGE 12°, le litre	2,75	Sauccisson de Strasbourg FLEURY MICHON, le lot de deux paquets de 6	6,90	HYGIENE - ENTRETIEN	
VIN ROUGE CORBIERES DO-MAINE, le lot de 3 bouteilles	12,40	Sauccisson sec COCHONOU pur porc, pièces de 200 à 300 g, le kg	32,30	Couches nuit PEAU DOUCE, le paquet de 60	22,30
VIN ROUGE 12° VIEUX PAPE, la bouteille 73 cl	4,40	Quiches Lorraine, par 4	7,20	Changes slips PEAU DOUCE, 8 à 12 kg, la pièce de 60	45,95
MUSCAT DE RIVESALTES BAI-XAS, la bouteille 75 cl	15,45	Langue de bœuf sauce Madère, le kg	26,00	VANIA adhésives, le sachet de 30	9,05
SURGELES - GLACES		BAZAR		Papier hygienique ouate PEAU DOUCE, le lot de 12 rouleaux	11,05
Steak haché NEW BEEF, le sac 1 kg	18,30	Eau déminéralisée, le litre	1,40	SOUPLEINE ECO, le bidon de 3 litres	13,30
Colinots VIVAGEL, l'étui 1 kg	10,20				

CES PRIX SONT DES EXEMPLES. VOUS TROUVEREZ A TOUS LES RAYONS DES QUANTITES D'ARTICLES A DES PRIX "12 JOURS E. LECLERC"

Collection « Notre Temps » Parution en Janvier 1981

SOUSCRIPTION NATIONALE "PRÉSIDENTIELLE"

SECTIONS	CELLULES	Versement des cellules		Souscription sur liste		TOTAL Section	
		Déjà publié	A nouveau	Déjà publié	A nouveau		
P.T.T.	Jaurès Robespierre-Audin Duclos Avance Section	1.000,00 F	400,00 F 600,00 F 200,00 F 800,00 F	58,00 F		2.000,00 F	
Alsthom-Atlantique	Mensuels	400,00 F	200,00 F			400,00 F	
A.C.B. Dubigeon	Duclos Rossi	400,00 F	200,00 F 200,00 F			800,00 F	
S.N.C.F. Nantes		800,00 F	800,00 F			800,00 F	
SNIA Bougenais		1.300,00 F				800,00 F	
SNIA Saint-Nazaire						800,00 F	
Basse-Loire	Semard Timbaud Duclos Billoux Tréfilmetaux M. Paul Collet Kerivel Cachin Néruda Frachon Thorez Eluard Kanspa		200,00 F 200,00 F				4.100,00 F
La Baule		1.050,00 F	800,00 F			1.050,00 F	
Bougenais		800,00 F				800,00 F	
Brière		3.000,00 F				3.000,00 F	
Carquefou			200,00 F			200,00 F	
Chantenay	L'Hermitte Néruda M. P. Vilpoux	200,00 F	200,00 F 200,00 F			700,00 F	
Châteaubriant		1.800,00 F	120,00 F		92,00 F	1.920,00 F	
Don Villaine	Enseignants	200,00 F	475,00 F			675,00 F	
La Montagne		200,00 F	200,00 F			400,00 F	
Nantes-Est		1.800,00 F				2.300,00 F	
Nantes-Nord	Casanova Jego Legoff Y. Cotonnac	1.800,00 F	200,00 F 200,00 F	100,00 F		2.300,00 F	
	Hervé Ténine Langevin Le Palh Printemps 71 R.G. Gastou Timbaud Section CDH de la Guy Moquet Jeanine Trouillard (2 vers.) Dominique Martin Sur liste par la cellule G. Moquet		200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 200,00 F 640,00 F 400,00 F		100,00 F 100,00 F 668,00 F		7.868,00 F
Sur liste par section		400,00 F					
Nantes-Sud	L. Michel (2 versement) Néruda Soloman		200,00 F 400,00 F 300,00 F			1.300,00 F	
Saint-Pazanne		200,00 F				200,00 F	
Rezé		1.600,00 F				1.600,00 F	
Saint-Brévin		700,00 F				900,00 F	
Saint-Herblain	St-Père-en-Retz	800,00 F	200,00 F			800,00 F	
Saint-Nazaire		3.640,00 F	600,00 F 500,00 F 300,00 F 400,00 F	500,00 F		8.340,00 F	
	Langevin (2 versement) Chemists Dockers (2 versement) Langevin Ho Chi Minh Eluard AC Godeau Ténine St-Marc Ténine (2 versement) Richarderie Tour du Commerce Plassance Kerledé		200,00 F 200,00 F 100,00 F 200,00 F	450,00 F			
Saint-Sébastien		430,00 F	200,00 F 200,00 F 100,00 F 200,00 F				
Val de Loire		1.000,00 F	200,00 F 200,00 F 500,00 F		50,00 F	1.180,00 F	
Vallée de l'Érdre		300,00 F	200,00 F 100,00 F			600,00 F	
Fédération				1.240,00 F			
	M. et Mme Gilles Gravoille M. Louis Chiquier M. René Guichet Jean-Paul Yves Le Callo		1.000,00 F 50,00 F 35,00 F 200,00 F 1.000,00 F			1.525,00 F	
Bons de soutien Fête de Nantes		24.620,00 F	16.985,00 F	2.948,00 F	5.463,00 F	49.416,00 F 48.050,00 F	
					Au 26-1-81	97.466,00 F	

GUILLOUARD PEUT ET DOIT VIVRE

Après les 135 licenciements prononcés chez Brissonnau en 1979, après la liquidation de la Nantaise de Fondrière en juillet 1980, ce sont les établissements Guillouard qui ont été fermés sur décision du Tribunal de Commerce de Nantes. 473

travailleurs, en majorité des femmes, sont ainsi jetés sur le carreau.

La décision prise par le Tribunal de Commerce ne doit rien à la fatalité. La liquidation de Guillouard fait partie du plan de dément-

lement de la métallurgie nantaise poursuivi par le patronat. C'est ce qu'a confirmé par exemple le patron des patrons nantais G. Bouyer, en déclarant que Guillouard était l'exemple même de l'entreprise condamnée. Il faut savoir » ne

pas masquer l'issue fatale » dit le patron nantais.

Dans le même temps où Guillouard ont été liquidés, les trusts qui se partagent la métallurgie nantaise — Creusot-Loire et Alsthom — ont tenté de se débarrasser de leurs travailleurs pour procéder en douceur à des réductions d'effectifs et d'activité. Plutôt que de créer des emplois, ils se prêtent mutuellement du personnel.

Face à cette politique orchestrée par le pouvoir, une seule issue, la lutte. Plutôt que de lâcher la proie pour l'ombre de la reconversion, comme le préconisent la CFDT et le Parti Socialiste, il faut exiger avec la CGT et les communistes le maintien de Guillouard. Des reculs ont déjà été imposés au patronat, avec les nouvelles commandes de navires obtenues chez Dubigeon, avec le contrat signé entre Creusot-Loire et l'URS, par l'abandon ou les travailleurs de l'Alsthom-Atlantique ont mis la direction de leur entreprise à abandonner ses objectifs de reconversion.

La voie de la lutte pour le maintien et le développement de la métallurgie à Nantes, au développement de l'industrie au regard des besoins du pays, c'est celle que propose G. Marchais.



Au premier rang dans la lutte, le 27 à l'appel de la CGT, les travailleurs de Guillouard.

Pourquoi, face au comportement d'Edmond Maire, s'adresser particulièrement aux travailleurs C.F.D.T. ?

(suite de la 1^{re} page)

les mécanismes il y a une dizaine d'années) et refusant de mener la lutte pour en sortir, la C.F.D.T. s'installe dans celles-ci, cherche des solutions dans ce contexte et pratique le compromis avant que toutes les possibilités qu'offre l'action soient explorées, que celle-ci soit menée à son terme.

C'est cela le recentrage.

La signature d'un accord au rabais dans la métallurgie de Loire-Atlantique illustre cette démarche, tout comme : la signature de la convention baptisée « sociale » dans la sidérurgie qui a entraîné 20.000 suppressions d'emplois, l'accord entraînant la réduction des effectifs sur les chalutiers de Boulogne-sur-Mer, l'étrange comportement de la direction Confédérale C.F.D.T. en juin-juillet à propos de la réduction du temps de travail ou le refus de mener l'action pour la défense d'un militant C.G.T., pompier à Saint-Malo et licencié par le maire socialiste.

Le soutien de la C.F.D.T. à la politique de la Communauté Européenne relève aussi de ce fameux recentrage. E. Maire dans son rapport au Conseil National des 29-30-31 octobre dernier déclare : « Nos camarades de la pêche maritime comme ceux de la sidérurgie ont l'expérience concrète de la nécessité d'une approche européenne des problèmes ».

Voilà qui est inquiétant pour les travailleurs de l'automobile quand la C.F.D.T. parle aussi de solutions européennes.

Le rapport de J. Moreau en janvier 1978, secrétaire de la C.F.D.T. à l'époque, élu député socialiste à la C.E.E. depuis, fut le point de départ de la politique de recentrage.

Il n'est pas inutile de rappeler que cet épisode se situe quatre mois après l'abandon par le Parti social-

liste du Programme commun de gouvernement et de sa rupture de l'Union de la gauche qui devait amener à la décade de mars 1978.

La C.F.D.T. qui n'a jamais soutenu le Programme commun de gouvernement, mais l'a plutôt combattu, apportait ainsi son soutien aux positions socialistes.

Tout cela ne l'empêche pas de tenter de nous faire porter la responsabilité de l'échec et de participer ainsi à la campagne anticommuniste.

« L'historio dira », pour reprendre une formule de E. Maire, si c'est la C.F.D.T. qui s'est aligné sur le P.S., ou si c'est elle qui a fait pression sur le P.S. ; à moins que tout cela n'ait été concerté ! Une seule chose est incontestable, la coïncidence des prises de position de la C.F.D.T. et du P.S.

Le Congrès de Brest, en mai 1979, officialisait le recentrage, et le discours d'E. Maire le 4 septembre 1980, à Nantes, passait à un nouveau stade de l'agression contre la CGT et le P.C.F.

Le recentrage n'est pas autre chose qu'une variante du réformisme.

Celui-ci est une démarche politique classique dans notre pays, dans notre région en particulier.

Expression de la capitulation devant l'adversaire, il s'accompagne en général d'un langage « de gauche », voire gauchisant, dans lequel « la phrase » et le verbe « tiennent une grande place, et bien entendu aussi de déclarations se réclamant de « l'Union ».

Cette attitude de la C.F.D.T. lui a apporté, il faut bien le reconnaître, des résultats, d'autant plus que nous n'avons sans doute pas assez prêté attention au fait que son apparent ralliement à des positions de classe cachait la réalité, à savoir qu'elle n'avait pas totalement rompu avec ses pratiques de toujours de collaboration de classe.

A suivre

CONFLIT DES ÉCHAFFAUDEURS :

La direction d'Alsthom-Atlantique est sur la défensive

est primordial dans le domaine de la sécurité, ils veulent des conditions et un niveau de vie en conséquence. Ils ont raison. Il est inadmissible en effet de voir ces

travailleurs gravir dans la plupart des cas un ou deux échelons seulement d'une toute une carrière. Ils veulent aussi deux douches par semaine et un juste paie

ment des primes. En définitive c'est vrai que les patrons sont sur la défensive, ils craignent l'extension de ce conflit et toute leur tactique consiste à tenter de détourner l'ensemble des travailleurs des revendications déposées et des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Mais ils déjoueront les pièges et dès mardi à l'appel de la CGT ils cessent à nouveau le travail car ils savent qu'Alsthom-Atlantique peut payer.



Manifestation de soutien aux échafaudiers de la « Navale » d'Alsthom-Atlantique devant le tribunal de Saint-Nazaire.

Directeur de la publication
Gemma ROCHER
41, rue des Olivettes - NANTES

Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - NANTES
C.P.P.P. n° 62 587

Composé et imprimé
par une équipe d'ouvriers syndiqués

WATERMAN

Mme Comez, la "dégraissuse", veut que les travailleurs se serrent la ceinture

Mme Comez vient de décider de mettre en chômage technique pour 14 à 20 semaines les travailleurs et les travailleuses de l'entreprise Waterman en réduisant à 32 heures hebdomadaires la durée du travail avec bien entendu diminution de salaires en conséquence.

Le prétexte invoqué, celui de la difficulté d'écouler les stylos en or, met en évidence la responsabilité écrasante de la direction de l'entreprise quand on sait que ce choix délibéré d'une activité orientée vers le haut de gamme, a été fait sans tenir compte des propositions de la C.G.T. qui préconisait une production « bas de gamme », orientée vers la consommation populaire et moins susceptible

d'être touchée par des fluctuations liées notamment au prix de l'or sur un marché éminemment spéculatif.

Mais le marché populaire, Giscard et ses complices du C.N.P.F. préfèrent le laisser aux japonais avec l'invasion des feutres Stypan et autres Ball-pentel.

La comme ailleurs, il s'agit de se battre pour produire français, alors que Giscard, l'homme lige du C.N.P.F., s'est attaqué en permanence au pouvoir d'achat populaire, a facilité les exportations de capitaux à l'étranger et voudrait favoriser maintenant l'importation de capitaux japonais notamment en Loire-Atlantique où on a vu seuls les conseillers généraux communistes protester (J.-L. Le Corre et

M. Moreau) à la séance de janvier 1981.

Sitôt informés, les élus communistes de St-Herblain se sont rendus sur place et ont assuré les travailleurs de leur soutien actif.

Ils ont souligné « qu'ils considèrent que les travailleurs de l'entreprise n'ont pas à subir les conséquences d'un choix qui a été fait par dessus leur tête, et que les profits réalisés à partir de la spéculation sur 140 kg d'or qui ne sont pas écoulés dans l'année, doivent permettre de ne pas toucher aux salaires. »

Avec Georges Marchais, les travailleurs de chez Waterman ont bien raison de dire : « LAUSTÉRITÉ : OUI pour Mme Comez et les siens,

en bref - en bref - en bref

● Débrayage chez TRICO SA à Nantes, la semaine passée au personnel manifesté contre les nouvelles méthodes imposées par la direction dans les ateliers de fabrication. Là encore, pouvoir d'achat et avantages acquis par la lutte des travailleurs sont remis en cause.

● Un employeur porte plainte contre un salarié pour « témoignage » : Dans la région nantaise, les employeurs multiplient les plaintes contre leurs salariés, sous prétexte de faire appel à la justice.

Justicé de nombreuses plaintes étaient enregistrées pour « atteinte à la liberté du travail » - « séquestration », etc. Aujourd'hui, M. Hoffmann porte plainte pour « faux témoignage contre l'un de ses salariés, délégué C.G.T., qui a dit la vérité, suite à un accident du travail grave ».

Il prétend lui aussi que la justice tranchera. Le syndicat C.G.T., porte-parole de l'ensemble du per-

sonnel, condamne l'attitude de M. Hoffmann qui traîne devant les tribunaux, comme un malfaiteur, un salarié qui a été élu par l'ensemble du personnel et qui défend celui-ci.

Le juge d'instruction de St-Nazaire a convoqué ce salarié le 21-1-81 pour l'entendre sur les faits.

Les travailleurs de l'entreprise, avec leur syndicat CGT, entendent y exprimer leur désaccord à l'égard de leur direction.

● A l'INSEE à Nantes, la semaine dernière, les dactylos ont refusé de saisir en étaient à leur troisième semaine de grève pour s'opposer aux conditions de travail qui leur sont imposées. Elles ont reçu le soutien de la section Nantes-Sud du P.C.F. et des élus communistes de Nantes.

● Nantes à Brest - Confection, dans ses ateliers de Brest vient de décider de licencier 27 de ses 37 salariés. La survie de l'entreprise est posée.